



MINISTÈRE DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES
TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

*Direction générale de l'aménagement, du logement
et de la nature*

Paris, le 23 avril 2020

Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

Présentation des dispositions de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, modifiée par l'ordonnance n°2020-427 du 15 avril 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

TEXTE SOURCE : Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment les a et b du I de son article 11

ANNEXES :

- 1. Illustrations des effets en urbanisme et sites**
- 2. Illustrations pour la réglementation de la publicité extérieure**
- 3. Illustration pour l'Agence nationale de l'habitat**
- 4. Illustrations des effets en droit de l'aménagement**
- 5. Illustrations des effets sur le secteur du logement social**
- 6. Illustrations des "conséquence sur les modalités d'organisation et le fonctionnement de certaines commissions administratives"**

Sommaire

I.	Présentation générale de l'ordonnance	2
A.	Dispositions générales relatives à la suspension et à la prorogation des délais	2
1)	Report des échéances et termes (article 2)	3
2)	Prorogation des mesures administratives ou juridictionnelles (non pénales), dont les autorisations, permis et agréments (article 3)	4
3)	Astreintes, clauses pénales et clauses résolutoires (article 4)	4
4)	Prolongation des conventions dans certaines situations (article 5)	5
B.	Dispositions particulières aux délais et procédures en matière administrative afin de tenir compte de certaines spécificités de l'action administrative	5
1)	Suspension des délais d'instruction et de prise d'une décision par l'administration (articles 7 et 8)	5
2)	Exceptions au principe de suspension (article 9)	7
		1